



## Conseil économique et social

Distr. générale  
20 décembre 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Commission des stupéfiants

#### Cinquante-cinquième session

Vienne, 12-16 mars 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

#### Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

### Ordre du jour provisoire et annotations

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

#### *Débat consacré aux activités opérationnelles*

3. Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique:
  - a) Activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et directives de politique générale;
  - b) Rôle de la Commission en sa qualité d'organe directeur du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
    - i) Renforcement du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
    - ii) Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique.

#### *Débat consacré aux questions normatives*

4. Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues:
  - a) Modifications du champ d'application du contrôle des substances;
  - b) Organe international de contrôle des stupéfiants;

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques le 26 mars 2012.



- c) Coopération internationale pour assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement;
  - d) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.
5. Tables rondes:
- a) Lutte contre les stupéfiants et principe de responsabilité commune et partagée: perspectives et défis;
  - b) Mesures visant à empêcher le détournement de substances fréquemment utilisées dans la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes depuis les circuits de distribution nationaux, notamment par le renforcement des partenariats avec le secteur privé.
6. Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue:
- a) Réduction de la demande et mesures connexes;
  - b) Réduction de l'offre et mesures connexes;
  - c) Lutte contre le blanchiment d'argent et promotion de la coopération judiciaire pour renforcer la coopération internationale.
7. Situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues et recommandations des organes subsidiaires de la Commission.
- \* \* \*
8. Ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session de la Commission.
9. Questions diverses.
10. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-cinquième session.

## **Annotations**

### **1. Élection du Bureau**

À la section I de sa résolution 1999/30, le Conseil économique et social a décidé qu'à compter de l'an 2000, la Commission des stupéfiants devrait, à la fin de chaque session, élire son Bureau pour la session suivante et encourager ce dernier à jouer un rôle actif dans les préparatifs des réunions ordinaires et des réunions intersessions de la Commission pour permettre à celle-ci de donner des orientations continues et efficaces au programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Conformément à l'article 16 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil, les membres du Bureau de la Commission restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs et sont rééligibles.

Conformément à la section I de la résolution 1999/30 du Conseil économique et social et à l'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques de ce

dernier, la Commission a, à l'issue de la reprise de sa cinquante-quatrième session, le 13 décembre 2011, ouvert sa cinquante-cinquième session à la seule fin d'élire son Bureau pour cette session. À cette séance, elle a élu le Président, trois Vice-Présidents et le Rapporteur.

Compte tenu de la rotation des fonctions selon le principe de la répartition régionale, le Bureau de la cinquante-cinquième session de la Commission est composé comme suit:

<i>Fonction</i>	<i>Groupe régional</i>	<i>Membre</i>
<i>Présidente</i>	Groupe des États d'Europe occidentale et autres États	Carmen Buján Ferire (Espagne)
<i>Premier Vice-Président</i>	Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes	Antonio García Revilla (Pérou)
<i>Deuxième Vice-Président</i>	Groupe des États d'Afrique	Raphael Nakare Dinyando (Namibie)
<i>Troisième Vice-Président</i>	Groupe des États d'Asie et du Pacifique	Khamkheuang Bounteum (République démocratique populaire lao)
<i>Rapporteure</i>	Groupe des États d'Europe orientale	Simona Marin (Roumanie)

Conformément à la résolution 1991/39 du Conseil économique et social et à la pratique établie, un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux, du Président du Groupe des 77 et de la Chine et du représentant ou de l'observateur de l'État assurant la présidence de l'Union européenne aide le Président de la Commission à régler les questions d'organisation. Ce groupe, ainsi que les membres du Bureau, constitue le Bureau élargi prévu dans la résolution 1991/39 du Conseil.

## **2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation**

À la section I de sa résolution 1999/30, le Conseil économique et social a décidé qu'il conviendrait d'établir une distinction entre les fonctions normatives de la Commission des stupéfiants et son rôle d'organe directeur du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et qu'à cette fin, l'ordre du jour de ses sessions devrait comporter deux débats distincts, comme suit:

a) Un débat consacré aux questions normatives, pendant lequel la Commission s'acquitterait de ses fonctions conventionnelles et normatives, y compris des mandats qui lui ont été confiés par l'Assemblée générale et le Conseil, et traiterait des nouvelles questions qui se posent en matière de contrôle des drogues;

b) Un débat consacré aux activités opérationnelles, pendant lequel la Commission jouerait son rôle d'organe directeur du programme contre la drogue de l'Office et examinerait les questions liées aux orientations à donner à ce dernier.

L'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session de la Commission (E/CN.7/2012/1) suit la structure prévue dans la résolution 1999/30 du Conseil économique et social.

L'article 7 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social prévoit que la Commission, au début de chaque session, arrête l'ordre du jour de la session en se fondant sur l'ordre du jour provisoire.

Dans sa décision 2011/261, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-quatrième session et approuvé l'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session.

À la reprise de sa cinquante-quatrième session, tenue les 12 et 13 décembre 2011, la Commission a pris note de la recommandation du Bureau élargi et de la réunion intersessions, tenue le 8 novembre 2011, selon laquelle il faudrait que sa cinquante-cinquième session se tienne du 12 au 16 mars 2012 et que les consultations informelles relatives, notamment, aux projets de résolution qu'elle devrait examiner à ladite session et au projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session aient lieu le vendredi 9 mars 2012, avant le début de sa session. Conformément à la pratique établie, la Commission a pris note, à la reprise de sa cinquante-quatrième session, de la date limite provisoire de présentation des projets de résolution, fixée au lundi 12 mars 2012, à midi. À cette session, elle a aussi recommandé que les États membres de la Commission qui avaient l'intention de lui présenter des projets de résolution pour qu'elle les examine à sa cinquante-cinquième session les fassent parvenir au Secrétariat un mois avant le début de la session, c'est-à-dire avant le 12 février 2012, afin de faciliter les consultations entre les délégations et la coordination au sein du Bureau élargi.

Après avoir adopté l'ordre du jour, la Commission voudra peut-être fixer un calendrier et décider de l'organisation des travaux de sa cinquante-cinquième session. Une proposition d'organisation des travaux figure en annexe au présent document.

## **Documentation**

Ordre du jour provisoire et annotations (E/CN.7/2012/1)

## **Débat consacré aux activités opérationnelles**

- 3. Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique**
  - a) Activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et directives de politique générale**
  - b) Rôle de la Commission en sa qualité d'organe directeur du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**
    - i) Renforcement du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**
    - ii) Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique**

À la section I de sa résolution 1999/30, le Conseil économique et social a décidé que l'ordre du jour des sessions de la Commission devrait comporter deux débats distincts, dont un consacré aux activités opérationnelles, pendant lequel la Commission jouerait son rôle d'organe directeur du programme contre la drogue de

l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et examinerait les questions liées aux orientations à donner à ce dernier.

Pour l'examen du point 3, la Commission sera saisie du rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3).

Dans sa résolution 2011/34, intitulée "Appui à la définition et à la mise en œuvre d'une approche intégrée de l'élaboration de programmes à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime", le Conseil économique et social a prié l'Office de continuer d'accorder un rang de priorité élevé et un appui à la mise en œuvre de l'approche intégrée des programmes régionaux et thématiques, notamment d'informer le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des progrès réalisés. Conformément à ladite résolution, la Commission sera saisie, pour examen, du rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3), qui donne une vue d'ensemble des activités menées par l'Office en 2011 dans les domaines suivants: initiatives de coopération régionale; lutte contre la drogue; lutte contre la criminalité transnationale organisée; corruption et terrorisme; justice pénale; recherche, analyse des tendances et appui scientifique et criminalistique; et renforcement de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

Dans sa décision 2011/258, intitulée "Amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime", le Conseil économique et social a réaffirmé le rôle de la Commission des stupéfiants en tant que principal organe de conception de politiques des Nations Unies sur les questions du contrôle international des drogues et organe directeur du programme de lutte contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Il a également rappelé la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants, intitulée "Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime" et décidé de renouveler le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime jusqu'à la partie des sessions que la Commission devrait tenir au premier semestre de 2013 et au cours de laquelle elle procéderait à un examen approfondi du fonctionnement du groupe de travail et envisagerait la prorogation de son mandat. Les caractéristiques du groupe de travail sont énoncées dans la résolution susmentionnée.

À la reprise de sa cinquante-quatrième session, la Commission des stupéfiants a pris note de l'élection de Taous Feroukhi (Algérie) et prorogé le mandat d'Ignacio Baylina Ruíz (Espagne) aux fonctions de coprésidents du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. À sa cinquante-cinquième session, elle sera saisie d'une note du Secrétariat consacrée aux travaux de ce groupe de travail (E/CN.7/2012/12-E/CN.15/2012/12).

Conformément à sa résolution 54/10, la Commission sera saisie, à sa cinquante-cinquième session, d'une note du Secrétariat concernant l'application des résolutions et décisions relatives au programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime adoptées pendant la période 2008-2011 et requérant l'intervention de l'Office (E/CN.7/2012/15).

À la reprise de sa cinquante-quatrième session, la Commission des stupéfiants a adopté la résolution 54/16 intitulée "Budget du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues pour l'exercice biennal 2012-2013" dans laquelle elle a approuvé l'utilisation des fonds à des fins générales envisagée pour l'exercice biennal 2012-2013 et entériné les prévisions relatives aux fonds d'appui aux programmes et aux fonds à des fins spéciales indiquées pour les exercices biennaux 2010-2011 et 2012-2013 concernant le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. À cette même session, elle a examiné le rapport du Directeur exécutif sur le budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2012-2013 (E/CN.7/2011/16-E/CN.15/2011/22). Toujours à cette session, elle a également examiné et pris en considération les avis exprimés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport sur le budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2012-2013 (E/CN.7/2011/17-E/CN.15/2011/23).

Comme pour le budget consolidé de l'exercice biennal 2010-2011, les réalisations escomptées et les indicateurs de succès présentés dans le projet de budget pour l'exercice biennal 2012-2013 ont été harmonisés avec les sous-programmes du programme 13 du cadre stratégique pour la période 2012-2013 (A/65/6/Rev.1) et le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/66/6 (Sect.16)), en tenant compte des réalisations escomptées présentées dans le projet de stratégie actualisée de l'Office pour la période 2012-2015.

La Commission sera saisie, pour examen, d'une note du Secrétaire général concernant l'élaboration du cadre stratégique pour la période 2014-2015 (qui sera publié sous la cote A/67/6 (Prog. 13)), qui comprendra le plan-programme biennal et le plan-cadre. La Commission est invitée à examiner le projet de plan-programme biennal pour le contrôle international des drogues, la prévention du crime et du terrorisme et la justice pénale, et à faire part de ses observations au Secrétaire général. Le projet de plan-programme biennal, modifié selon qu'il conviendra, sera soumis au Comité du programme et de la coordination à sa cinquante-deuxième session. Les recommandations de ce dernier sur le sujet seront transmises à l'Assemblée générale à sa soixante-septième session, lorsqu'elle examinera le cadre stratégique proposé par le Secrétaire général pour l'exercice biennal 2014-2015. La Commission sera saisie d'une note du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 (E/CN.7/2012/6-E/CN.15/2012/6).

#### **Documentation**

Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3)

Note du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 (E/CN.7/2012/6-E/CN.15/2012/6)

Note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/12-E/CN.15/2012/12)

Note du Secrétariat concernant l'application des résolutions et décisions relatives au programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime adoptées pendant la période 2008-2011 et requérant l'intervention de l'Office (E/CN.7/2012/15)

Rapport sur la reprise de la cinquante-quatrième session de la Commission des stupéfiants (E/2011/28/Add.1-E/CN.7/2011/15/Add.1)

### **Débat consacré aux questions normatives**

#### **4. Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues**

Au titre de ce point, la Commission est invitée à s'acquitter des fonctions qui lui incombent en vertu des dispositions de divers articles des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.

##### **a) Modifications du champ d'application du contrôle des substances**

Il n'a pas été reçu de recommandation conformément au paragraphe 2 de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

Aux termes des paragraphes 4 et 13 de l'article 12 de la Convention de 1988, l'Organe international de contrôle des stupéfiants doit communiquer à la Commission l'évaluation de toute substance fréquemment utilisée dans la fabrication illicite d'un stupéfiant ou d'une substance psychotrope, en indiquant notamment les effets probables de son inscription au Tableau I ou au Tableau II de la Convention, et faire, le cas échéant, des recommandations quant aux mesures de contrôle qui seraient appropriées au vu de ladite évaluation; la Commission, quant à elle, doit examiner périodiquement si le Tableau I et le Tableau II sont adéquats et pertinents. Dans sa décision 53/1, la Commission des stupéfiants a décidé, sur la recommandation de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, de transférer l'acide phénylacétique du Tableau II au Tableau I de la Convention de 1988. Il n'est porté à l'attention de la Commission, à sa cinquante-cinquième session, aucune question relevant du paragraphe 4 ou du paragraphe 13 de l'article 12 de ladite Convention.

L'Organisation mondiale de la Santé n'a adressé aucune notification recommandant que des stupéfiants ou des substances psychotropes soient placés sous contrôle international conformément aux dispositions pertinentes de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972 ou de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes.

##### **b) Organe international de contrôle des stupéfiants**

Le rapport annuel de l'Organe international de contrôle des stupéfiants est présenté au Conseil économique et social par l'intermédiaire de la Commission, en application des dispositions des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues. La Commission peut formuler sur ce rapport les observations qu'elle juge

appropriées. En outre, l'article 8 de la Convention de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972, l'article 17 de la Convention de 1971 et l'article 21 de la Convention de 1988 autorisent la Commission à appeler l'attention de l'OICS sur toutes les questions qui peuvent avoir trait aux fonctions de celui-ci. La Commission sera saisie du rapport de l'OICS pour 2011 (E/INCB/2011/1).

Aux termes du paragraphe 13 de l'article 12 de la Convention de 1988, l'OICS est tenu de faire rapport chaque année à la Commission sur l'application de cet article. Il est suggéré que le rapport de l'OICS pour 2011 sur l'application de l'article 12 de la Convention de 1988 (E/INCB/2011/4) soit examiné en même temps que le rapport de l'OICS pour 2011 (E/INCB/2011/1), comme il est d'usage depuis peu.

**c) Coopération internationale pour assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement**

Dans sa résolution 54/6 intitulée "Promouvoir une disponibilité suffisante des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement et leur usage illicite", la Commission priait l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Organe international de contrôle des stupéfiants et l'Organisation mondiale de la Santé de prendre diverses mesures pour promouvoir une disponibilité suffisante des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement et leur usage illicite et invitait les États Membres à faire de même. Elle priait aussi le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui rendre compte de l'application de la résolution à sa cinquante-cinquième session. La Commission sera saisie du rapport du Directeur exécutif sur les mesures visant à promouvoir une disponibilité suffisante des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement et leur usage illicite (E/CN.7/2012/9).

Dans sa résolution 53/7 intitulée "Coopération internationale contre l'administration dissimulée de substances psychoactives pour commettre des agressions sexuelles et autres actes criminels", la Commission priait instamment les organisations internationales compétentes, dont l'Organe international de contrôle des stupéfiants, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation mondiale de la Santé, de réunir des informations et d'analyser plus avant le phénomène des agressions sexuelles et autres actes criminels facilités par la drogue, afin de mettre au point des définitions et des normes communes, et engageait les États Membres à prendre les mesures adéquates pour renforcer la coopération internationale contre l'administration dissimulée de substances psychoactives pour commettre des agressions sexuelles et autres actes criminels. Elle demandait en outre au Secrétaire général de lui faire rapport sur l'application de la résolution à sa cinquante-cinquième session. La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale contre l'administration dissimulée de substances psychoactives pour commettre des agressions sexuelles et autres actes criminels (E/CN.7/2012/13).



**d) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues**

La Commission sera saisie, pour information, de l'édition la plus récente de la publication intitulée *Autorités nationales compétentes au titre des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues* (ST/NAR.3/2011/1), qui donne des informations destinées à faciliter la coopération entre les autorités nationales compétentes qui sont habilitées à délivrer des certificats d'importation et des autorisations d'exportation de stupéfiants et de substances psychotropes et qui réglementent ou appliquent les contrôles nationaux des précurseurs et des produits chimiques essentiels conformément aux traités internationaux relatifs au contrôle des drogues. Afin de faciliter l'accès électronique aux renseignements contenus dans cette publication, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a créé un répertoire en ligne consultable à partir de son site Web ([www.unodc.org/unodc/fr/commissions/index.html](http://www.unodc.org/unodc/fr/commissions/index.html)). Seules ont accès au répertoire les autorités nationales compétentes qui, pour ce faire, doivent s'inscrire et obtenir un mot de passe.

**Documentation**

Rapport du Directeur exécutif sur les mesures visant à promouvoir une disponibilité suffisante des stupéfiants et des substances psychotropes placés sous contrôle international à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement et leur usage illicite (E/CN.7/2012/9)

Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale contre l'administration dissimulée de substances psychoactives pour commettre des agressions sexuelles et autres actes criminels (E/CN.7/2012/13)

Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2011 (E/INCB/2011/1)

Précurseurs et produits chimiques fréquemment utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes: Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2011 sur l'application de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (E/INCB/2011/4)

Autorités nationales compétentes au titre des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (ST/NAR.3/2011/1)

**5. Tables rondes**

- a) Lutte contre les stupéfiants et principe de responsabilité commune et partagée: perspectives et défis**
- b) Mesures visant à empêcher le détournement de substances fréquemment utilisées dans la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes depuis les circuits de distribution nationaux, notamment par le renforcement des partenariats avec le secteur privé**

À sa cinquante-troisième session, la Commission a décidé d'organiser un débat thématique lors de sa cinquante-quatrième session. Elle est convenue de déterminer le thème et les sous-thèmes de ce débat au cours des réunions intersessions. Pendant l'intersession, le Bureau élargi est convenu de recommander l'instauration et l'organisation, à la place du débat thématique, de trois tables rondes thématiques

lors de la cinquante-quatrième session et de deux tables rondes lors de la cinquante-cinquième session. À la réunion intersessions du 8 novembre 2011, la Commission a confirmé les arrangements qui avaient été convenus pour les tables rondes de 2011 et 2012, tels qu'ils étaient présentés dans la note du Secrétariat concernant l'organisation des tables rondes des cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de la Commission (E/CN.7/2011/8).

### **Documentation**

Note du Secrétariat concernant l'organisation des tables rondes des cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions (E/CN.7/2011/8)

## **6. Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue**

En application de sa résolution 63/197, adoptée le 5 novembre 2009, l'Assemblée générale a étudié les résultats du débat de haut niveau de la cinquante-deuxième session de la Commission. Dans sa résolution 64/182, l'Assemblée générale, se félicitant des résultats du débat de haut niveau de la Commission à sa cinquante-deuxième session, a adopté la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue (A/64/92-E/2009/98, section II.A.), tels qu'adoptés à l'issue du débat de haut niveau de la cinquante-deuxième session de la Commission, et a demandé aux États de prendre les mesures nécessaires pour donner pleinement effet aux dispositions qui y sont énoncées en vue d'en atteindre les buts et objectifs dans les délais prescrits.

Dans sa résolution 65/233, l'Assemblée générale a demandé aux États de prendre, selon qu'il conviendrait et en temps voulu, les mesures nécessaires pour donner effet aux dispositions et atteindre les buts et objectifs énoncés dans la Déclaration politique et le Plan d'action.

Dans la Déclaration politique, les États Membres se sont engagés à appliquer de manière effective la Déclaration politique et son Plan d'action au moyen d'une coopération internationale résolue, en collaboration avec toutes les organisations régionales et internationales compétentes, avec l'assistance indéfectible des institutions financières internationales et des autres organismes compétents et en coopération avec la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, ainsi que les secteurs public et privé, et à faire rapport tous les deux ans à la Commission sur les efforts déployés pour appliquer pleinement la Déclaration politique et le Plan d'action. Ils ont en outre jugé nécessaire que la Commission inscrive à son ordre du jour un point distinct sur la suite donnée à la Déclaration politique et à son Plan d'action.

À la reprise de sa cinquante-troisième session, et dans sa résolution 53/16 intitulée "Simplification du questionnaire destiné aux rapports annuels", la Commission a décidé d'adopter le questionnaire destiné aux rapports annuels présenté par le groupe d'experts sur la collecte de données, qui s'était réuni à Vienne du 12 au 15 janvier 2010 pour examiner les outils de collecte de données et les procédures de collecte, de compilation, d'analyse et de communication de données actuels (conformément à la résolution 52/12 de la Commission des stupéfiants). Toujours dans sa résolution 53/16, la Commission priait le Directeur exécutif de l'Office des

Nations Unies contre la drogue et le crime d'établir et de lui présenter tous les deux ans, en se fondant sur les réponses des États Membres au questionnaire, un rapport unique sur les mesures prises en application de la Déclaration politique et du Plan d'action, dont elle examinerait le premier à sa cinquante-cinquième session. La Commission sera saisie du rapport du Directeur exécutif sur les mesures prises par les États Membres en application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue (E/CN.7/2012/14).

Dans sa résolution 54/9 intitulée "Améliorer la qualité de la collecte, de la communication et de l'analyse de données sur le problème mondial de la drogue et sur les mesures prises pour y faire face et renforcer les moyens de surveillance correspondants", la Commission priait le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'étudier les moyens de recourir aux compétences techniques et au savoir-faire en matière de collecte de données relatives aux drogues, d'institutions et de réseaux scientifiques, aux niveaux national, régional et international, pour éclairer l'élaboration de normes d'assurance-qualité et la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités, ainsi que pour assurer une compréhension approfondie de la situation mondiale en matière de drogue, et de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session. Elle priait également le Directeur exécutif d'appliquer les mesures proposées dans sa proposition de programme de surveillance des statistiques et des informations sur l'offre de drogues et des données épidémiologiques et d'inclure dans les rapports annuels du Secrétariat qu'il lui soumettait sur la situation mondiale en ce qui concernait l'usage illicite de drogues et sur la situation mondiale en ce qui concernait le trafic de drogues, une vue d'ensemble des mesures prises et des activités menées par l'Office pour améliorer la qualité scientifique de ses mécanismes de communication d'informations et l'aide apportée aux États Membres en ce qui concernait le renforcement de leurs capacités de collecte et d'analyse de données. La Commission sera saisie du rapport du Directeur exécutif intitulé "Améliorer la qualité de la collecte, de la communication et de l'analyse de données sur le problème mondial de la drogue et sur les mesures prises pour y faire face et renforcer les moyens de surveillance correspondants" (E/CN.7/2012/11).

De plus, les États Membres ont décidé qu'il faudrait que la Commission mène, à sa cinquante-septième session, en 2014, un examen de haut niveau de l'application, par les États Membres, de la Déclaration politique et de son Plan d'action. Dans sa résolution 64/182, l'Assemblée générale a recommandé que le Conseil économique et social consacre l'un de ses débats de haut niveau à un thème lié au problème mondial de la drogue et qu'elle-même tienne une session extraordinaire consacrée à ce problème. À sa cinquante-cinquième session, la Commission devrait examiner les deux recommandations et recommander que le Conseil économique et social et l'Assemblée générale prennent des mesures de suivi appropriées.

**a) Réduction de la demande et mesures connexes**

Dans sa résolution 65/233, l'Assemblée générale a réaffirmé la volonté des États Membres de promouvoir, mettre en place, réexaminer ou renforcer des programmes efficaces, diversifiés et intégrés de réduction de la demande de drogues, qui reposaient sur des faits scientifiques et couvraient un large éventail de mesures – prévention primaire, intervention précoce, traitement, prise en charge, réadaptation,

réinsertion sociale, y compris les services de soutien connexes – en vue d’assurer la santé et le bien-être social des individus, des familles et des communautés et d’atténuer les effets néfastes de l’abus des drogues sur les individus et sur la société dans son ensemble, en tenant compte des problèmes particuliers que posaient les toxicomanes à haut risque, dans le plein respect des trois conventions internationales ayant trait à la lutte contre la drogue et conformément aux législations nationales, et engagé les États Membres à investir davantage de ressources pour assurer l’accès à ces interventions sans discrimination, y compris dans les centres de détention, en gardant à l’esprit qu’elles devraient également tenir compte des facteurs de vulnérabilité qui freinaient le développement humain, tels que la pauvreté et la marginalisation sociale.

Dans sa résolution 54/5 intitulée “Promouvoir des stratégies axées sur la réadaptation et la réinsertion en réponse aux troubles liés à l’usage de drogues et à leurs conséquences, destinées à promouvoir la santé et le bien-être social des personnes, des familles et des communautés”, la Commission demandait à l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d’inclure dans ses programmes d’assistance technique et de formation pertinents des modules de traitement de la toxicomanie axés sur la réadaptation et la réinsertion et destinés à promouvoir la santé et le bien-être social des personnes, des familles et des communautés et l’engageait à recueillir et diffuser des informations sur les programmes et interventions pertinentes de réadaptation et de réinsertion fondés sur des données concrètes, et de fournir aux États Membres des orientations et une aide en matière d’élaboration de programmes afin qu’ils puissent mettre en œuvre, dans le cadre de leurs stratégies globales de réduction de la demande de drogue, des interventions ayant fait la preuve de leur efficacité. Elle priait également le Directeur exécutif de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui rendre compte à sa cinquante-cinquième session des mesures prises et des progrès réalisés dans l’application de cette résolution. La Commission sera saisie d’un rapport du Secrétariat sur la situation mondiale en ce qui concerne l’usage illicite de drogues (E/CN.7/2012/2), qui comprend également des informations sur l’application de la résolution 53/16, dans laquelle la Commission priait le Directeur exécutif de continuer de lui présenter des rapports annuels sur les tendances mondiales de l’usage et de l’offre illicites de drogues.

Dans sa résolution 54/2 intitulée “Promouvoir la coopération internationale contre la conduite sous l’emprise de la drogue”, la Commission encourageait les États Membres à communiquer à l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, selon qu’il conviendrait et dans le plein respect de la législation applicable en matière de protection des données, des données complètes sur la prévalence de la conduite sous l’emprise de la drogue, ainsi que les méthodes utilisées pour recueillir ces données, et demandait à l’Office de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport sur les informations reçues et de collaborer avec d’autres organisations internationales compétentes à l’établissement de ce rapport. Conformément au paragraphe 9, l’application de la résolution 54/2 était subordonnée au versement de contributions extrabudgétaires par les États Membres; en l’absence de telles contributions, rien ne pouvait être entrepris en vue de son application.

Dans sa résolution 49/4, intitulée “Faire face à la prévalence du VIH/sida et d’autres maladies à diffusion hématogène chez les consommateurs de drogues”, la

Commission a prié le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui rendre compte tous les deux ans, à partir de sa cinquante et unième session, de l'application de cette résolution. Elle sera par conséquent saisie du rapport du Directeur exécutif sur les mesures adoptées pour faire face à la prévalence du VIH/sida et d'autres maladies à diffusion hématogène chez les consommateurs de drogues (E/CN.7/2012/16).

En application de la résolution 51/14 de la Commission, intitulée "Promotion de la coordination et de l'harmonisation des décisions entre la Commission des stupéfiants et le Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida", l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a remis au Secrétariat du Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) le rapport sur la cinquante-quatrième session de la Commission, qui contient les résolutions pertinentes. En application de cette même résolution, les décisions pertinentes du Conseil de coordination de l'ONUSIDA sont communiquées à la Commission dans le document E/CN.7/2012/7.

Dans sa résolution 54/11, la Commission encourageait les États Membres à partager avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dans le cadre de la cinquante-cinquième session de la Commission des stupéfiants, leurs expériences de collaboration avec la société civile dans les instances des Nations Unies et à faire des suggestions, conformément au règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, à la résolution 1996/31 du Conseil et aux trois conventions relatives au contrôle des drogues, afin d'améliorer la participation de la société civile à la lutte contre le problème mondial de la drogue, et priait l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de mettre ces informations, notamment les suggestions, à la disposition des États Membres qui en faisaient la demande. La Commission sera saisie d'une note du Secrétariat sur l'amélioration de la participation de la société civile à la lutte contre le problème mondial de la drogue (E/CN.7/2012/CRP.1).

#### **b) Réduction de l'offre et mesures connexes**

Dans sa résolution 53/8 intitulée "Renforcement de la coopération internationale pour lutter contre le problème mondial de la drogue, l'accent étant mis sur le trafic de drogues et les infractions connexes", la Commission des stupéfiants priait le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui rendre compte, à sa cinquante-cinquième session, de l'application de cette résolution. La Commission sera saisie du rapport du Secrétariat sur la situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues (E/CN.7/2012/4), qui comprend également des informations sur l'application de la résolution 53/16, dans laquelle la Commission priait le Directeur exécutif de continuer de lui présenter des rapports annuels sur les tendances mondiales de l'usage et de l'offre illicites de drogues.

Dans sa résolution 53/6, intitulée "Poursuite de la promotion des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience pour assurer la viabilité et la globalité des programmes de développement alternatif et proposition d'organisation d'un atelier international et d'une conférence internationale sur le développement alternatif", la Commission a reconnu le rôle joué par les pays en développement dans la mutualisation des pratiques optimales et dans la promotion et le renforcement de la coopération concernant le développement alternatif global et viable, qui, dans certains cas, englobait le développement alternatif préventif, y

compris la coopération intercontinentale et interrégionale. Elle s'est en outre félicitée de la proposition du Pérou et de la Thaïlande d'accueillir conjointement un atelier international sur le sujet. Dans sa résolution 54/4, intitulée "Suite donnée à la proposition d'organisation d'un atelier et d'une conférence internationaux sur le développement alternatif", la Commission a noté avec satisfaction que le Pérou et la Thaïlande étaient toujours prêts à organiser conjointement un atelier international et une conférence internationale sur le développement alternatif, et s'est félicitée de ce que ces deux pays aient de nouveau proposé d'accueillir conjointement ces manifestations, compte tenu par ailleurs qu'une collaboration étroite avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime était indispensable pour diffuser les informations et les bonnes pratiques et intensifier les efforts visant à promouvoir cette alternative durable à la culture illicite de plantes servant à fabriquer des drogues. Un atelier international sur le développement alternatif s'est tenu à Chiang Rai et Chiang Mai (Thaïlande) du 6 au 11 novembre 2011. La Commission sera saisie d'une note du Secrétariat concernant la poursuite de la promotion des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience pour assurer la viabilité et la globalité des programmes de développement alternatif et la proposition d'organisation d'un atelier international et d'une conférence internationale sur le développement alternatif (E/CN.7/2012/8).

Dans sa résolution 54/7 intitulée "Initiative du Pacte de Paris", la Commission accueillait avec satisfaction la décision prise par le Groupe consultatif de la politique du Pacte de Paris convoqué de nouveau le 17 mars 2011 à Vienne, tendant à ce qu'une conférence internationale de niveau ministériel se tienne à Vienne au second semestre 2011, dans le prolongement de l'initiative du Pacte de Paris, et priait le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de contribuer, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, à l'organisation et à la tenue de cette conférence internationale et de lui faire rapport sur le sujet à sa cinquante-cinquième session. La troisième Conférence ministérielle dans le cadre de l'Initiative du Pacte de Paris devrait se tenir à Vienne le 16 février 2012. Conformément à la résolution 54/7, la Commission sera saisie du rapport du Directeur exécutif sur l'Initiative du Pacte de Paris (E/CN.7/2012/10).

Dans sa résolution 54/14 intitulée "Mesures visant à appuyer les efforts déployés par les États africains pour lutter contre le problème mondial de la drogue", la Commission demandait aux États Membres, en étroite consultation avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, les donateurs et d'autres organisations internationales compétentes, de mobiliser des ressources pour améliorer l'application des programmes régionaux, ainsi que des stratégies nationales des pays africains, afin d'appuyer les efforts déployés par les États africains pour lutter contre le problème mondial de la drogue, et d'aider les États africains à faire face aux problèmes sanitaires et à sensibiliser aux dangers liés à l'usage illicite de toutes les drogues, notamment de cannabis qui, selon le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2010, restait la drogue dont le trafic et l'usage illicite étaient les plus répandus à l'échelle de l'Afrique. Toujours dans cette résolution, la Commission priait l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer d'aider l'Union africaine à mettre en œuvre son Plan d'action révisé sur la lutte contre la drogue et la prévention de la criminalité (2007-2012) et priait le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui rendre compte, à sa cinquante-cinquième session, de l'application de cette résolution. La Commission sera saisie, pour examen, du rapport du Directeur

exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3), dans lequel figurent également des informations sur l'application de cette résolution.

**c) Lutte contre le blanchiment d'argent et promotion de la coopération judiciaire pour renforcer la coopération internationale**

Sur la recommandation de la Commission, le Conseil économique et social, dans sa décision 2009/248, a décidé d'inclure dans l'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de la Commission, un point distinct sur la lutte contre le blanchiment d'argent et la promotion de la coopération judiciaire, de manière à suivre la structure thématique de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue. Cette décision a été prise en compte dans l'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session de la Commission, que le Conseil a approuvé dans sa décision 2011/261. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les États Membres pourront fournir des informations sur les mesures qu'ils ont prises pour appliquer les parties correspondantes de la Déclaration politique et, en particulier, les sections E et F du Plan d'action.

**Documentation**

Rapport du Secrétariat sur la situation mondiale en ce qui concerne l'usage illicite de drogues (E/CN.7/2012/2)

Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3)

Rapport du Secrétariat sur la situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues (E/CN.7/2012/4)

Note du Secrétariat sur la promotion de la coordination et de l'harmonisation des décisions entre la Commission des stupéfiants et le Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (E/CN.7/2012/7)

Note du Secrétariat sur la poursuite de la promotion des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience pour assurer la viabilité et la globalité des programmes de développement alternatif et proposition d'organisation d'un atelier international et d'une conférence internationale sur le développement alternatif (E/CN.7/2012/8)

Rapport du Directeur exécutif sur l'Initiative du Pacte de Paris (E/CN.7/2012/10)

Rapport du Directeur exécutif intitulé "Améliorer la qualité de la collecte, de la communication et de l'analyse de données sur le problème mondial de la drogue et sur les mesures prises pour y faire face et renforcer les moyens de surveillance correspondants" (E/CN.7/2012/11)

Rapport du Directeur exécutif sur les mesures prises par les États Membres en application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue (E/CN.7/2012/14)

Rapport du Directeur exécutif sur les mesures adoptées pour faire face à la prévalence du VIH/sida et d'autres maladies à diffusion hématogène chez les consommateurs de drogues (E/CN.7/2012/16)

Note du Secrétariat sur l'amélioration de la participation de la société civile à la lutte contre le problème mondial de la drogue (E/CN.7/2012/CRP.1)

## **7. Situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues et recommandations des organes subsidiaires de la Commission**

Dans sa résolution 61/183, l'Assemblée générale a prié l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de faire figurer dans son rapport sur le trafic de drogues une évaluation actualisée, objective et complète des tendances mondiales du trafic et du transit illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, y compris les méthodes et les itinéraires utilisés, et de recommander des moyens de mettre les États traversés mieux à même de s'attaquer à tous les aspects du problème de la drogue. Un rapport du Secrétariat sur la situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues figure dans le document E/CN.7/2012/4.

Dans ses résolutions 64/182, 65/233 et 66/183, l'Assemblée générale a invité les chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues et la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient à continuer de contribuer, dans le cadre de leurs réunions, au renforcement de la coopération régionale et internationale. À cet égard, dans sa résolution 66/183, l'Assemblée générale a pris acte des débats de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique, tenue à Addis-Abeba du 5 au 9 septembre 2011 et de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes, tenue à Santiago du 3 au 7 octobre 2011.

Au titre du point 7 de l'ordre du jour, la Commission sera informée des dernières tendances mondiales du trafic, y compris des méthodes et des itinéraires utilisés, ainsi que des résultats des réunions de ses organes subsidiaires tenues depuis la cinquante-quatrième session. Elle est invitée à examiner les recommandations formulées à la neuvième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Europe, tenue à Vienne du 28 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2011; à la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Afrique; à la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes; à la trente-cinquième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Asie et Pacifique, tenue à Agra (Inde), du 22 au 25 novembre 2011; et à la quarante-sixième session de la Sous-Commission, tenue à Vienne du 19 au 22 décembre 2011, en vue de prendre les mesures de suivi voulues. Un rapport du Secrétariat sur les mesures prises par les organes subsidiaires de la Commission figure dans le document E/CN.7/2012/5.

### **Documentation**

Rapport du Secrétariat sur la situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues (E/CN.7/2012/4)



Rapport du Secrétariat sur les mesures prises par les organes subsidiaires de la Commission des stupéfiants (E/CN.7/2012/5)

\* \* \*

**8. Ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session de la Commission**

Au titre du point 8 de l'ordre du jour, la Commission devrait consacrer du temps à examiner toute autre modification qu'elle pourrait juger utile d'apporter à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-sixième session et des sessions suivantes. Elle devrait également examiner l'expérience acquise lors des tables rondes des cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions pour déterminer la nature et la forme que le débat thématique pourrait prendre à sa cinquante-sixième session et aux sessions suivantes. Elle devrait en outre définir des thèmes pour les tables rondes de la cinquante-sixième session et des sessions suivantes si elle détermine, après évaluation, qu'il convient de poursuivre ces activités. Elle devrait également, dans le cadre de l'examen de son programme de travail à la lumière de l'expérience acquise à ce jour, examiner ce programme eu égard à la durée de la cinquante-sixième session et des sessions suivantes. Dans ce contexte, elle devrait continuer d'examiner ses méthodes de travail afin de procéder aux ajustements et améliorations qu'elle pourrait juger utile d'apporter, et envisager de prendre des dispositions précises en ce qui concerne la durée de ses sessions lors des six premiers mois de l'année.

**9. Questions diverses**

L'attention du Secrétariat n'a été appelée sur aucune question au titre de ce point de l'ordre du jour et aucun document n'est actuellement prévu.

**10. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-cinquième session**

La Commission devrait adopter le rapport sur les travaux de sa cinquante-cinquième session l'après-midi du 16 mars 2012, dernier jour de la session.

## Annexe

### Projet d'organisation des travaux

1. Dans sa résolution 1991/39, le Conseil économique et social a décidé que la Commission créerait un comité, qui serait ouvert à tous ses États membres et qui exécuterait les tâches dont elle le chargerait afin de l'aider à respecter son ordre du jour et de faciliter ses travaux.
2. Depuis sa quarante-neuvième session, en 2006, à l'exception toutefois de sa cinquante-deuxième session, en 2009, la Commission tient des consultations informelles préalables pour examiner les projets de résolution soumis avant la session en vue d'accélérer et de faciliter les travaux du Comité plénier. Conformément à cette pratique, lors de la reprise de sa cinquante-quatrième session, les 12 et 13 décembre 2011, elle a pris note de la recommandation du Bureau élargi et est convenue que des consultations informelles se tiendraient le vendredi 9 mars 2012. Ces consultations informelles préalables pourraient porter notamment sur l'examen préliminaire des projets de résolution, qui auront été présentés à l'avance et dont la Commission sera saisie à sa cinquante-cinquième session, ainsi que sur les questions abordées au titre du point 8 des annotations apportées ci-dessus à l'ordre du jour provisoire, y compris les questions liées à l'évaluation de la formule des tables rondes pour les débats thématiques, aux méthodes de travail et à l'organisation du programme de travail, ainsi qu'à la durée de la cinquante-sixième session et des sessions suivantes, notamment.
3. Comme il est d'usage, la Commission examinera d'abord les projets de résolution au sein du Comité plénier avant qu'ils soient présentés à la plénière. Le délai provisoire de dépôt des projets de résolution est fixé au lundi 12 mars 2012, à midi. Les États membres qui ont l'intention de lui présenter des projets de résolution pour examen à sa cinquante-cinquième session sont priés de le faire le plus rapidement possible et au moins un mois avant le début de la session. Pour faciliter le travail de la Commission, il est recommandé d'adresser les projets de résolution au Secrétariat par voie électronique au plus tard le 12 février 2012.
4. Le Comité plénier doit se réunir de l'après-midi du lundi 12 mars au matin du vendredi 16 mars 2012 pour examiner les projets de résolution.
5. Le projet d'organisation des travaux est sujet à approbation par la Commission. Dès que l'examen d'un point ou d'un point subsidiaire de l'ordre du jour sera terminé, la Commission passera au point suivant, si elle en a le temps. Les horaires proposés pour les séances sont de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures.

## Consultations informelles préalables à la session (9 mars 2012)

*Date et heure*

### Vendredi 9 mars

10 heures-13 heures Consultations informelles

15 heures-18 heures Consultations informelles

## Cinquante-cinquième session (12-16 mars 2012)

*Date et heure*

*Plénière*

*Comité plénier*

### Lundi 12 mars

10 heures-13 heures

Ouverture de la session

*Point 2.* Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

*Point 3.* Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

15 heures-16 h 30

*Point 5.* Tables rondes

*Table ronde sur le point 5 a):*

Lutte contre les stupéfiants et principe de responsabilité commune et partagée: perspectives et défis

Examen des projets de résolution

16 h 30-18 heures

*Point 5.* Tables rondes

*Table ronde sur le point 5 b):*

Mesures visant à empêcher le détournement de substances fréquemment utilisées dans la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes depuis les circuits de distribution nationaux, notamment par le renforcement des partenariats avec le secteur privé

### Mardi 13 mars

10 heures-13 heures

*Point 3.* Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

Examen des projets de résolution (*suite*)

<i>Date et heure</i>	<i>Plénière</i>	<i>Comité plénier</i>
15 heures-18 heures	<p><i>Point 4.</i> Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Modifications du champ d'application du contrôle des substances</li> <li>b) Organe international de contrôle des stupéfiants</li> <li>c) Coopération internationale pour assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement</li> <li>d) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues</li> </ul>	Examen des projets de résolution ( <i>suite</i> )
<b>Mercredi 14 mars</b>		
10 heures-13 heures	<p><i>Point 6.</i> Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Réduction de la demande et mesures connexes</li> </ul>	Examen des projets de résolution ( <i>suite</i> )
15 heures-18 heures	<p><i>Point 6.</i> Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue (<i>suite</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>b) Réduction de l'offre et mesures connexes</li> </ul>	Examen des projets de résolution ( <i>suite</i> )
<b>Jeudi 15 mars</b>		
10 heures-13 heures	<p><i>Point 6.</i> Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue (<i>suite</i>)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>c) Lutte contre le blanchiment d'argent et promotion de la coopération judiciaire pour renforcer la coopération internationale</li> </ul>	Examen des projets de résolution ( <i>suite</i> )
15 heures-18 heures	<p><i>Point 7.</i> Situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues et recommandations des organes subsidiaires de la Commission</p>	Examen des projets de résolution ( <i>suite</i> )

---

<i>Date et heure</i>	<i>Plénière</i>	<i>Comité plénier</i>
<b>Vendredi 16 mars</b>		
10 heures-13 heures	<i>Point 8.</i> Ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session de la Commission	Examen des projets de résolution ( <i>suite</i> )
	<i>Point 9.</i> Questions diverses	
15 heures-18 heures	<i>Point 10.</i> Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-cinquième session	

---